

aux vrais principes d'économie politique. Mais on prétend que c'est un simple droit pur souche. (Écoutez !) Nul doute qu'on peut soulever de nombreuses objections contre ces résolutions, et que les hon. membres de l'opposition ont matière à faire d'excellents discours. Je voudrais voir la chambre, pénétrée de l'importance de cette discussion, l'aborder avec calme et dans tous ses détails. La question est celle-ci : "Devons-nous voter pour ces résolutions malgré ses imperfections !" J'admets franchement qu'il y a des imperfections dans ce projet. Mais devons-nous, pour cette seule raison, prendre la responsabilité de le rejeter ? Telle est, je crois, la question que nous avons à décider. D'hon. membres peuvent différer d'opinion avec moi, mais les avantages de l'union sont tels, que malgré les inconvénients dont je viens de parler, je croirais manquer à mes devoirs envers mes commettants et mon pays, si, par un vote contraire, je venais empêcher l'accomplissement de ce grand œuvre. (Écoutez ! écoutez !) Je remercie la chambre de l'indulgence avec laquelle elle a bien voulu m'écouter, et, en terminant, je demanderai aux hon. membres de laisser de côté tout préjugé de parti pour examiner la question sous toutes ses faces ; de prendre en considération le malheureux état du pays, l'aspect pénible que présentait cette chambre lorsque nous perdions soirée après soirée dans des discussions stériles, et de dire si nous pouvons descendre au-dessous de la position misérable que nous avait faite cet antagonisme. Que les hon. membres se pénétrant du sentiment de la situation et agissent dans l'intérêt du pays. Si le principe de cette union est mauvais, qu'on le rejette ; mais s'il est bon nous devons l'appuyer. Je n'ai encore entendu aucun hon. membre s'opposer au principe de l'union ; les objections ont eu pour but les détails. Or, les hon. membres qui font de l'opposition devraient, avant tout, proposer un projet élaboré par eux pour qu'il soit, à son tour, approuvé ou rejeté par la chambre. (Applaudissements.)

M. DUNKIN propose l'ajournement du débat.

L'HON. M. HOLTON—En secondant cette motion, je dois dire que la chambre a écouté avec le plus grand plaisir le discours de mon hon. ami pour Lincoln (M. McGIVERIN.) Telle a été mon impression. Vers la fin de son discours, il est vrai, il a graduellement dit adieu à la logique ; mais, somme toute, il a fait un excellent discours.

Mais, dans ce discours, il est un point sur lequel je désire attirer l'attention de la chambre, car je le considère comme très-important dans la suite de cette discussion. L'hon. membre a dit qu'il serait opposé au projet s'il n'avait pas du gouvernement l'assurance explicite que l'agrandissement de nos canaux et l'ouverture du territoire du Nord-Ouest seraient poursuivis, *pari passu*, en même temps que la construction du chemin de fer intercolonial. Je demande si c'est bien là ce qu'a voulu dire l'hon. monsieur ?

M. McGIVERIN—Je m'explique

L'HON. M. HOLTON—J'en ai pas besoin d'explications. Je demande seulement si j'ai bien compris l'hon. membre, si non je suis prêt à le reconnaître. Je suis persuadé que je l'ai bien compris. Je l'ai fortement approuvé par des "Écoutez !" répétés, et l'hon. président du conseil (M. BROWN) en a fait autant. Il serait vivement à désirer que nous sachions si telle est l'intention du gouvernement, si l'hon. membre a aboné dans le sens du ministère et si tel est le sens des "Écoutez !" de l'hon. président du conseil.

M. McGIVERIN—Si mon hon. ami veut m'accorder une minute, je serai peut-être à même de prévenir une longue discussion. J'ai dit : que j'étais persuadé que le gouvernement mettrait pleinement à exécution ses promesses relatives à l'ouverture du territoire du Nord-Ouest, l'agrandissement de nos canaux, et l'amélioration générale de nos communications par eau ; que si je croyais que le gouvernement ne fût pas sincère dans ces promesses je lui serais opposé.

L'HON. M. HOLTON—"Du pied ferme" a été l'expression employée. (Cris de : Oui ! oui ! et de : Non ! non !)

L'HON. M. BROWN—En définitive, mon hon. ami de Lincoln sait ce qu'il dit, et voici ce qu'il a affirmé : "qu'il a compris qu'une partie du programme du gouvernement était l'agrandissement de nos canaux l'ouverture du territoire du Nord-Ouest et la construction du chemin de fer intercolonial ; qu'il croyait le gouvernement parfaitement sincère dans sa détermination de commencer ces grands travaux le plus tôt possible." Il a eu parfaitement raison, — tel est l'engagement de l'administration. (Écoutez ! écoutez !) Si mon hon. ami a le moindre doute à cet égard il peut consulter la convention passée par la conférence. Peut-être que mon hon. ami ne désire pas plus vivement l'accomplissement de ces parties du projet